

# LE DÉFI DE L'ALPHABÉTISATION

QUELQU'UN LIT LE COURRIER ET DÉCHIFFRE LE NOM DES RUES À LEUR PLACE. ILS SONT INCAPABLES D'UTILISER LE GUICHET AUTOMATIQUE, DE VÉRIFIER LEUR NOTE D'ÉPICERIE ET DE PRÉVOIR LES TAXES SUR LES VÊTEMENTS AU MAGASIN. CE NE SONT LÀ QUE QUELQUES-UNES DES DIFFICULTÉS QUE CONNAISSENT À DIVERS DEGRÉS LES ANALPHABÈTES.

CLAIRE HARVEY  
COLLABORATION SPÉCIALE

**S**elon les données du ministère de l'Éducation, environ 1,1 million de Québécois entre 16 et 65 ans possédaient des capacités en lecture très limitées en 1997.

Avec près de 21 % des adultes qui savent à peine lire, le Québec affiche la pire performance au Canada.

Ce phénomène est loin de se résorber. En 1989, on dénombrait 900 000 analphabètes québécois (19 %), indique l'*Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture utilisées quotidiennement*. Cette enquête a été menée par Statistique Canada auprès de personnes entre 16 et 69 ans.

Pour comprendre le désarroi que ressentent les analphabètes, imaginons qu'ils souhaitent recevoir un quelconque service de la part du gouvernement du Québec. D'abord, ils sont incapables de remplir les formulaires, ou de tirer des brochures administratives les renseignements dont ils ont besoin. Il ne leur reste plus que l'information orale. S'ils parviennent à composer le numéro de téléphone, une boîte vocale les invite inévitablement à utiliser le clavier qu'ils ne peuvent décoder. En désespoir de cause, ils doivent se rendre sur place où on leur remet un numéro, qui sera parfaitement inutile à moins qu'une âme charitable les avertisse lorsque leur tour sera venu.

Les analphabètes sont non seulement incapables de se tirer d'affaire dans la vie courante, mais ils doivent aussi vivre avec la honte et subir les préjugés qui accompagnent leur handicap. Par fierté, ils développent un esprit d'observation et une débrouillardise remarquables. Par exemple, ils se font des repères géographiques pour ne pas se perdre en chemin, ou prétextent qu'ils ne peuvent pas lire parce qu'ils ont oublié leurs lunettes. Il est donc difficile de les rejoindre et de les orienter vers les commissions scolaires ou les groupes populaires en alphabétisation qui pourraient les aider.

Outre l'isolement, il existe un lien entre l'analphabétisme, la pauvreté et la participation au marché du travail: 64 % des analphabètes touchent un revenu inférieur à 15 000 \$ par année, et 50 % gagnent moins de 10 000 \$. Autrefois, bon nombre d'analphabètes réussissaient à trouver un emploi qui ne faisait pas appel à leurs capacités de lecture. Ils entraient à l'usine ou à la manufacture après une cinquième ou une sixième année, en souhaitant y travailler jusqu'à leur retraite.

En raison de la mutation rapide du marché du travail, ces travailleurs doivent désormais s'adapter aux techniques qui changent de plus en plus vite. Ils ont rarement eu accès aux programmes de formation qui leur auraient permis de se recycler ou de maîtriser les nouvelles technologies. À défaut de satisfaire aux nouvelles exigences du marché du travail, ils sont généralement les premiers congédiés lorsque les entreprises procèdent à des mises à pied.

Cette réalité ne concerne pas que les travailleurs âgés. Selon les plus récentes données de Statistique Canada, 33,9 % des Québécois entre 15 et 24 ans qui n'avaient pas terminé leur neuvième année étaient sans emploi en 1996, comparativement à 18,5 % des jeunes qui avaient leur diplôme d'études secondaires. L'enquête canadienne mentionnée plus haut indique, pour sa part, qu'un jeune Québécois sur cinq éprouve des difficultés à lire ou à écrire, ce qui est supérieur à tous les autres groupes d'âge. Par conséquent, le problème se déplace vers les jeunes, même si la fréquentation de l'école est obligatoire depuis 55 ans, tout en étant accessible et gratuite depuis plus d'un quart de siècle.

Les analphabètes sont aussi en marge des activités sociales, culturelles et démocratiques. Quelqu'un qui ne sait pas lire suffisamment pour déchiffrer les documents que nous utilisons tous les jours n'a pas la confiance, ni les connaissances nécessaires pour agir en tant que citoyen à part entière. Il ne peut pas poser un regard critique sur les actions des élus ou participer aux décisions qui concernent sa communauté.

À cela s'ajoute le fait que les coûts de l'analphabétisme retombent sur toute la société. D'abord, les analphabètes ne contribuent guère au renforcement de la position concurrentielle du Québec sur le marché mondial. De plus, les personnes peu scolarisées risquent d'être en moins bonne santé et dépendantes de l'aide financière de l'État, en plus de présenter des problèmes personnels de toutes sortes.

Enfin, comme les analphabètes sont généralement issus des milieux défavorisés, il y a peu de chances pour que leurs enfants grandissent dans un environnement propice à l'apprentissage et aient à l'école une attitude positive envers la lecture. Un facteur qui peut contribuer à perpétuer le phénomène de l'analphabétisation.

Pour souligner la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre prochain, *Le Devoir* propose un cahier spécial sur les principales causes de l'analphabétisme et les mesures mises de l'avant pour s'attaquer au problème.



## Pour vaincre l'analphabétisme

## L'ÉTAT DOIT également S'INVESTIR

LES ENSEIGNANTES  
ET LES ENSEIGNANTS  
DES SYNDICATS MEMBRES

FÉDÉRATION AUTONOME  
DU COLLÉGIAL (FAC)

1259, rue Berri, bureau 400  
Montréal (Québec) H2L 4C7  
Tél. : (514) 848-9977  
Téléc. : (514) 848-0166  
Site : <http://www.lafac.qc.ca>  
Courriel : [fac@lafac.qc.ca](mailto:fac@lafac.qc.ca)



## • ALPHABÉTISATION •

# Oui, on peut «désapprendre» à lire

La grande majorité des analphabètes ont déjà fréquenté l'école, souvent jusqu'en première ou deuxième secondaire

FRANÇOIS NORMAND  
LE DEVOIR

Dans le secteur manufacturier, un travailleur sur quatre vit un problème d'analphabétisme, «ce qui entraîne des coûts sociaux de quatre milliards de dollars pour les entreprises québécoises», selon la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

Paradoxalement, bien que les nouvelles technologies de l'information exigent des connaissances de base en informatique, en écriture et en lecture, elles contribuent dans une certaine mesure à faciliter la vie aux analphabètes fonctionnels, estime Charles Caouette, pro-

fesseur au département de psychologie de l'éducation de l'Université de Montréal.

On a tendance à simplifier l'information par l'usage de symboles et d'images, en mettant par exemple la photographie des candidats sur le bulletin de vote lors d'une élection, explique M. Caouette. De plus, la radio et la télévision ont réduit de manière significative le besoin de lire pour s'informer ou se divertir.

Cette simplification de la communication peut contribuer au phénomène de la perte des acquis. Par exemple, une personne qui possède une capacité minimale en lecture et en écriture peut, au fil des ans, perdre graduelle-

ment ses habiletés faute de pratique quotidienne.

Mais en fait, les origines du problème de l'analphabétisme sont multiples. Par exemple, certains enfants issus de milieux défavorisés éprouvent de la difficulté à se concentrer à l'école parce qu'ils ont faim, et cela se traduit souvent par des échecs scolaires.

D'autres jeunes quittent l'école trop tôt pour aller sur le marché du travail, parfois pour aider la famille qui vit une situation financière précaire. En certains milieux, la lecture et la formation scolaire sont moins valorisées, quand elles ne sont pas carrément dévalorisées. La violence conjugale et le décro-

chage parental sont aussi des éléments qui alimentent l'analphabétisme.

Enfin, le modèle de l'école traditionnelle serait loin de convenir à tout le monde, soutient Charles Caouette. «On est trop pressés, dit-il. On veut que tout le monde apprenne de la même façon alors que les enfants sont différents.» À ses yeux, l'école donne ainsi un sentiment d'échec aux élèves qui ont besoin d'un peu plus de temps que la moyenne pour apprendre à lire et à écrire.

«Si un enfant, en première année, ne sait pas encore lire en novembre, donne-t-il à titre d'exemple, on dit qu'il a un problème. On donne ainsi un sentiment d'échec aux lents.» Cet-

te approche, insiste M. Caouette, est une négation des «différences individuelles» des enfants et contribue en outre à une «perte de motivation généralisée».

La situation est d'autant plus préoccupante, ajoute-t-il, que les analphabètes fonctionnels, qui représentent environ 20 % de la population, «sont pour la plupart passés par l'école».

### Troubles d'apprentissage

Des troubles d'apprentissage, tels que la dyslexie, la dysorthographe et la dysgraphie, contribuent aussi au développement de l'analphabétisme, rappelle pour sa part Esther Benezra, une docteure en neuropsychologie qui a enseigné pendant quinze ans à l'université McGill.

Près de 10 % des enfants du Québec sont atteints de ce dysfonctionnement héréditaire que l'on retrouve dans toutes les classes de la société, précise Mme Benezra.

On définit la dyslexie comme un trouble de la capacité de lire ou une difficulté à reconnaître ou à reproduire le langage écrit. «C'est une difficulté à lire et à écrire avec aisance et rapidité. Il faut donc plus de temps pour apprendre les mécanismes de la langue.» Les jeunes dyslexiques arrivent à lire et à écrire, mais il leur faut beaucoup plus de temps, soit une bonne partie du cycle primaire.

Un enfant atteint de dysorthographe éprouve quant à lui des difficultés à acquérir et à maîtriser les règles de l'orthographe (en l'absence de déficience intellectuelle). «Le jeune écrit très mal, de manière farfelue. Cela ne ressemble pas à de vrais mots», explique Mme Benezra.

Une personne dite «normale» visualise un mot dans sa tête lorsqu'elle l'entend, alors qu'une personne atteinte de dysorthographe écrit au son. Par exemple, si l'on entend le mot «oiseau», on visualise les lettres o-i-s-e-a-u. Un enfant atteint de dysorthographe écrira le mot au son, ce qui pourrait donner «ouazo».

Enfin, on dit qu'un jeune est dysgraphique lorsqu'il a des difficultés dans l'acquisition ou l'exécution de l'écriture, un phénomène lié à des troubles fonctionnels (en l'absence de déficience intellectuelle). «Concrètement, cela signifie qu'un enfant a de la difficulté à bien former les lettres», précise Mme Benezra, qui affirme que l'ordinateur est un «outil essentiel» à l'enfant pour corriger ce trouble fonctionnel.

### Des solutions

Charles Caouette et Esther Benezra plaident en faveur d'une école primaire beaucoup mieux adaptée aux besoins des enfants.

«Il va falloir qu'on réforme l'école en

profondeur, affirme sans détour M. Caouette. [...] On a une école qui est calquée sur le modèle industriel qui élimine les moins bons. L'analphabétisme est le symptôme d'un malaise éducatif et social.»

La solution? Une école où l'enfant va à son rythme, comme on en retrouve dans certains pays d'Europe (France, Pays-Bas et pays scandinaves), aux États-Unis et au... Québec.

Par exemple, à l'école Vanier de Laval, l'enfant passe ses examens lorsqu'il est prêt, indique M. Caouette. «C'est la différence avec l'école traditionnelle, dit-il, où les gagnants sont ceux qui oublient après l'examen et les perdants sont ceux qui oublient avant l'examen.»

Mme Benezra estime de son côté que, si l'école s'occupait vraiment des enfants aux prises avec des troubles d'apprentissage (dyslexie, dysorthographe et dysgraphie), on pourrait réduire significativement le nombre d'analphabètes.

«L'idée, c'est de faire de la prévention, car la catastrophe arrive au secondaire.» À ce stade, le système ne peut plus vraiment les aider, selon elle. Cela conduit des jeunes à quitter les bancs d'école, un échec qui les décourage quand il n'entraîne pas tout simplement des dépressions chez certains d'entre eux.

«Le danger, c'est qu'ils se disent: je suis stupide, pas bon, je ne réussirai jamais rien», avertit Mme Benezra. À cet âge, il faut plutôt une bonne dose de vitamines psychologiques. Ce n'est pas parce qu'on a un problème qu'on ne peut faire des choses.»

Ce qu'il faut pour remédier à la situation? Une école qui se donne les moyens et qui prend le temps de venir en aide à ces enfants. Si on veut les aider, l'école doit diagnostiquer très tôt les troubles d'apprentissage. Et si l'enfant reçoit le suivi pédagogique approprié pendant ses études primaires, «il ne sera pas analphabète», croit fermement Mme Benezra.

Le suivi pédagogique approprié? Des exercices quotidiens d'au moins une heure pendant lesquels on «décompose le langage», des exercices étalés sur tout le cycle primaire de l'enfant. Mais pour ce faire, il faut des budgets et des ressources humaines supplémentaires.

Enfin, à l'instar de M. Caouette, Mme Benezra estime que l'école primaire et l'école secondaire devraient être beaucoup plus flexibles. «C'est trop rigide. On pourrait prendre un peu plus de temps pour faire son secondaire, comme on peut le faire par exemple à l'université. Il faut être plus sensible [aux besoins de certains enfants]. Il y a des différences individuelles qu'il faut respecter.»

# FCAF

## Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français



L'alphabétisation  
c'est beaucoup plus  
qu'apprendre  
à lire et à écrire,  
c'est devenir un  
citoyen responsable,  
capable de choisir.



FCAF

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

235, chemin Montréal, bureau 205, Vanier (Ontario) K1L 6C7

Téléphone : (613) 749-5333 ■ Télécopieur : (613) 749-2252

Courrier électronique : alpha@fcf.franco.ca ■ URL: http://www.franco.ca/alpha/

## ALPHABÉTISATION

CE CAHIER SPÉCIAL EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Coordination LOUISE-MARIE HOULE

Collaboration STÉPHANE GAGNÉ, CLAIRE HARVEY

FRANÇOIS NORMAND, DENYSE PERREAU

MARIE-CLAUDE PETIT

Révision MICHÈLE MALENFANT

Maquette MICHELINE TURGEON

Mise en pages YVES D'AVIGNON

Direction artistique CHRISTIAN TIFFET

Publicité MARLENE CÔTÉ

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9, Tél.: (514) 985-3333

FAIS CE QUE DOIS



Fédération québécoise du loisir littéraire

ATELIERS - AUTOMNE 1998

ÉCRIRE SES MÉMOIRES

FANTASTIQUE ET SCIENCE-FICTION

ÉCRIRE UN RADIOROMAN

DIRE UN TEXTE

LES SECRETS DE LA BANDE Dessinée

IL ÉTAIT UNE FOIS LE... CONTE

PREMIER TIRAGE

JEUX D'ÉCRITURE

S'EXPRIMER PAR LA CRÉATIVITÉ

ÉCRIRE POUR LE PLAISIR

Communiquez avec nous pour obtenir le calendrier de nos ateliers :

4545, av. Pierre-de-Coubertin, C.P. 1000, succursale M,

Montréal (Québec) H1V 3R2

Téléphone : (514) 252-3033 Télécopieur : (514) 251-8038

## LIVRES D'OCCASION

Achat • Vente  
7 jours • 7 soirs

La BOUQUINERIE  
du plateau

799, avenue du Mont-Royal Est  
(angle St-Hubert)  
(514) 523-5628



BOUQUINERIE  
SAINT-DENIS

4075, rue St-Denis  
(angle Duluth)  
(514) 288-5567

## • ALPHABÉTISATION •

# L'implication gouvernementale

Bon an mal an, au Québec, près de cinquante millions de dollars sont dépensés par les gouvernements pour l'alphabétisation

DENYSE PERREault  
COLLABORATION SPÉCIALE

Durant l'année scolaire 1996-1997, les commissions scolaires ont consacré 40 millions de dollars aux services d'alphabétisation. Subventionnés par le ministère de l'Éducation, les organismes populaires accrédités ont reçu 5,3 millions. Ottawa a injecté pour sa part 3,5 millions pour les services dits périphériques: recherche, développement de matériel didactique, etc.

À l'heure actuelle, les services en alphabétisation sont offerts en français et en anglais, et quelquefois même en créole, en espagnol ou en portugais, ainsi que dans certaines langues amérindiennes. Ils sont également disponibles dans les centres de détention provinciaux et fédéraux.

### Éducation scolaire ou populaire

Les services d'alphabétisation des commissions scolaires relèvent de la Direction de la formation générale des adultes du ministère de l'Éducation. Les adultes de 16 ans et plus qui ont de la difficulté à lire, écrire ou compter peuvent en bénéficier gratuitement dans toutes les commissions scolaires du Québec. «D'une durée maximale de 2000 heures, le programme répond aux exigences du

Régime pédagogique des adultes du ministère, lequel compte onze programmes, précise Alain Mercier, directeur de la Direction de la formation générale des adultes. Nous distribuons les sommes entre les commissions scolaires et chacune les dépense en fonction de ses besoins.»

Les programmes de subventions aux organismes populaires existent depuis environ 25 ans. Michelle Colard, responsable du Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome à la Direction de la formation générale des adultes, rappelle qu'il existe cette année 130 groupes d'alphabétisation populaire autonomes accrédités, soit cinq de plus qu'en 1997. Ces groupes, dont la clientèle est homogène ou hétérogène selon le cas, peuvent avoir l'alphabétisation comme unique raison d'être, ou encore l'intégrer dans un ensemble d'activités d'éducation populaire. Les adultes y apprennent, par exemple, la lecture, l'écriture et le calcul. Ils peuvent travailler en petites équipes ou de façon individuelle, tout en participant à la vie associative du groupe s'ils le désirent.

Le cadre de la formation étant un domaine exclusivement réservé aux provinces, les fonds alloués par le fédéral dans le cadre du Programme d'initiatives fédérales-provinciales conjointes en alphabétisation (entiè-



Le maintien des capacités de lecture chez les jeunes fait partie des priorités de Pauline Marois.

rement géré par le provincial) permettent de toucher des aspects de l'alphabétisation tels que le recrutement, l'information et la sensibilisation de la population au phénomène; la concep-

tion et la production de documentation d'appoint et de matériel pédagogique; sans oublier la recherche pure sur un sujet des plus complexes, ayant d'innombrables ramifications sur l'ensemble de la société, dont le maintien dans la pauvreté et l'exclusion. Une partie de ces fonds sert à la formation du personnel enseignant qui doit, en quelque sorte, «apprendre à enseigner» dans ce contexte particulier. Accessibles aussi bien aux commissions scolaires qu'aux groupes populaires qui auront soumis des projets, les fonds de 3 500 000 \$ sont versés chaque année au Québec en vertu d'une entente renégociée tous les trois ans.

### Objectif débrouillardise

Cinquante millions, c'est bien. Mais ce n'est pas encore suffisant pour répondre à la demande. «Si nous avions plus d'argent, les groupes en alphabétisation populaire seraient plus nombreux, affirme Michelle Colard. Au Québec, on s'est rendu compte de l'ampleur des besoins dès le début des années 70, peu de temps après l'arrivée de l'instruction obligatoire. Depuis, la demande a grandi en se diversifiant, à mesure que l'on a mieux compris les tenants et aboutissants de l'alphabétisation.»

Aujourd'hui, cette notion est asso-

ciée à celle de la formation continue ou éducation permanente. Dans le document de consultation *Prendre le virage du succès*, qui porte sur une politique de formation continue, le ministère de l'Éducation rappelle que «le message livré par les données statistiques est clair: le rattrapage en matière d'alphabétisation et de formation de base est loin d'être terminé. Il doit même être considéré comme une priorité immédiate.»

Le ministère souhaite voir doubler le nombre de personnes inscrites en alphabétisation d'ici l'an 2002. Cela équivaudrait à 4 % du bassin potentiel des personnes faiblement alphabétisées, donc 38 000 personnes, dont 8000 recevraient les services nécessaires par l'entremise des groupes en alphabétisation populaire et les autres dans le réseau des commissions scolaires.

«Cela ne veut pas nécessairement dire que les sommes allouées seront elles aussi doublées, mais nous espérons assurer une meilleure diversité des ressources et des approches», précise Alain Mercier, qui a été à la fois président du comité ministériel et du comité-conseil sur le projet de politique de formation continue, lequel sera l'objet d'une consultation publique à l'automne.

Le ministère de l'Éducation précise aussi son «intention d'adopter une

approche préventive, d'accroître et de diversifier les services, d'assurer le maintien des capacités de lecture chez les jeunes et les adultes». Plusieurs ministères et organismes seront mis à contribution. Télé-Québec intégrera la notion de prévention de l'analphabétisme dans sa programmation jeunesse et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité favorisera l'accès aux cours en formation continue à certains parents immigrants qui ont des enfants de neuf ans et moins. Le maintien des capacités de lecture — relèvera entre autres du ministère de la Culture et des Communications et de sa politique de la lecture et du livre. Les CLSC et les organismes communautaires pourront collaborer à la prise en charge de parents analphabètes ayant de jeunes enfants, etc.

De plus, le concept sera élargi à «l'analphabétisme informatique», qu'il devient impératif de contourner pour mieux fonctionner dans la vie de tous les jours. D'ici 1999, dans la foulée de la révision des programmes instaurée par le ministère de l'Éducation, les programmes en alphabétisation seront revus et corrigés en conséquence, histoire d'atteindre, selon le mot d'Alain Mercier, un important objectif: celui de la débrouillardise au quotidien.

## L'alphabétisme, un concept en évolution

STÉPHANE GAGNÉ  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le Québec a beaucoup changé depuis les années 50. En près d'un demi-siècle, la province est passée d'une société rurale à une société industrialisée et riche. Elle est même entrée dans le club sélect des pays les plus riches au monde. Pourtant, aberration des aberrations, environ la moitié des Québécois âgés de 16 ans et plus éprouvent des difficultés sérieuses avec la lecture et peuvent donc être considérés comme analphabètes.

Ce chiffre surprenant provient du volet canadien de l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA), réalisée en 1994 dans les pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Il faut savoir que la définition de l'alphabétisme a évolué, même si on s'intéresse à la question depuis peu de temps au Canada (la première étude de sérieuse, réalisée par l'entreprise de presse Southern News, date de 1987). Avant, on définissait l'alphabétisme comme le simple fait de savoir lire et écrire. Aujourd'hui, la définition est plus précise et tient davantage compte des exigences réelles de la vie quotidienne.

Il s'agit des aptitudes à traiter l'information (l'écriture, la lecture et le calcul) dont on a besoin pour utiliser les documents que l'on trouve habituellement au travail, au foyer et dans la collectivité. Il ne s'agit donc plus seulement de savoir lire un journal ou écrire une lettre. L'alphabétisme, c'est aussi ce qu'on appelle l'alphabétisme fonctionnel (savoir déchiffrer son livret de banque, lire et comprendre le dosage inscrit sur un médicament, etc.).

En 1989, Statistique Canada lance l'Enquête sur les capacités de lecture et d'écriture, utilisées quotidiennement (ECLÉUQ). Cette enquête a pour objectif d'avoir une évaluation plus précise du véritable niveau d'alphabétisation chez les Canadiens de 16 à 69 ans. Pour ce faire, on a établi quatre niveaux de compétence en lecture, en écriture et en calcul (compétences faible, moyenne, élevée et supérieure). L'enquête comptait trois

questionnaires, dont deux comportaient une série de tâches à accomplir.

Les gens interrogés devaient, par exemple, lire la date d'expiration de leur permis de conduire, un horaire d'autobus, un graphique afin de déterminer si un employé a droit à un avantage particulier et une carte géographique. Les capacités de calcul ont été évaluées de la façon suivante: les participants devaient repérer une heure particulière sur l'horaire d'une piscine, faire une addition et une multiplication à partir d'un bon de commande de catalogue, etc.

L'évaluation comportait aussi deux exercices d'écriture. Le premier consistait à écrire un message simple à un autre membre du ménage pour lui demander d'allumer le four; le deuxième exigeait du répondant qu'il écrive une lettre à un fabricant pour lui demander de réparer un appareil ménager.

En 1994, une troisième étude est réalisée. Le volet canadien de l'EIAA avait pour but de répondre à plusieurs des questions soulevées par l'ECLÉUQ. Elle a permis, entre autres, d'évaluer le niveau d'alphabétisation des personnes âgées de plus de 69 ans.

Entre l'étude de 1989 et celle de 1994, aucune amélioration appréciable n'a été constatée. Le taux d'analphabétisme est demeuré à peu près le même (autour de 50 % chez les francophones) et cela, même si les répondants de la dernière étude étaient plus scolarisés. On ne sait trop pourquoi il en est ainsi et on admet que d'autres études seront nécessaires.

À la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), on a d'ailleurs entrepris une analyse plus poussée des analphabètes québécois sur la base des données de l'EIAA. Car «l'EIAA a des limites, elle ne donne pas un portrait spécifique des individus interrogés», affirme Luce Lapierre, directrice de la FCAF.

Au Secrétariat national à l'alphabétisation (organisme fédéral créé en 1988 pour encourager l'alphabétisation), on prépare aussi un suivi de l'EIAA pour l'année 2002. Cette enquête devrait être intéressante puisqu'elle sera réalisée avec les mêmes paramètres que l'EIAA.

## L'action des groupes populaires

STÉPHANE GAGNÉ  
COLLABORATION SPÉCIALE

Retourner en classe pour parfaire ses capacités en lecture et en écriture, ça ne plaît pas à tout le monde. Les groupes populaires en alphabétisation le savent et c'est la raison pour laquelle ils offrent une autre façon d'apprendre plus près de la réalité des apprenants. Réalisation d'un journal, navigation sur Internet ou création d'une émission de radio, les moyens ne manquent pas pour permettre aux analphabètes à divers degrés de développer leurs habiletés en lecture et en écriture.

Il y a 130 groupes populaires en alphabétisation subventionnés par le ministère de l'Éducation (MEQ) au Québec. Parmi ces groupes, 74 font partie du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). La valeur de leur travail est déjà reconnue par le MEQ, mais «le regroupement est en pourparlers avec le ministère depuis deux ans pour que l'alphabétisation et le travail des groupes populaires dans le domaine deviennent une priorité dans la politique de formation continue», affirme Christian Pelletier, responsable du dossier Reconnaissance et financement au RGPAQ. Des pourparlers qui semblent avoir porté fruits, puisque dans le document de consultation du MEQ intitulé *Vers une politique de la formation continue*, publié en juin dernier, la prévention de l'analphabétisme apparaît comme la première priorité. De plus, le MEQ souhaite que la mission des groupes populaires soit clairement établie et reconnue dans un cadre légal.

Des intentions qui réjouissent Christian Pelletier. «Pour avoir une action plus efficace et rejoindre le plus de gens possible, il est essentiel que le réseau institutionnel qui œuvre dans les commissions scolaires et le réseau des groupes populaires cohabitent», dit-il.

Ainsi, le MEQ semble vouloir tout mettre en œuvre pour abaisser le taux d'analphabétisme élevé au Québec, une situation qui nuit à «la prospérité économique et sociale» de la province. Mais, selon M. Pelletier, la démarche d'alphabétisation des apprenants n'est pas toujours liée à l'amélioration de leur situation économique. «Il y a des gens qui suivent une formation simplement pour prendre leur place comme citoyens, pour pouvoir lire les



LOUISE LEMIEUX

Certaines personnes qui ont de la difficulté à lire se débrouillent par contre très bien avec l'ordinateur. C'est ce qui a donné l'idée à quelques groupes populaires en alphabétisation d'offrir ce service à leur clientèle.

étiquettes ou faire leur rapport d'impôt eux-mêmes. Ça aussi, c'est important, et le MEQ doit en tenir compte.»

Parfois, il s'agit simplement de redonner le goût de lire aux gens, analphabètes ou pas. C'est l'un des objectifs que s'est fixés le magazine *Autrement dit*, publié par le Collectif de recherche pédagogique. Rédigé en écriture simple (c'est-à-dire très vulgarisée) et publié en gros caractères, le magazine a pour mission de rendre l'information sociale et culturelle accessible à tous. Disponible dans 8000 points de vente au Québec, «il est aussi utilisé comme matériel pédagogique dans les groupes en alphabétisation», indique la rédactrice en chef Arlette Fortin, selon qui il existe peu de publications rédigées en écriture simple.

Le travail du Collectif en écriture simple a déjà des retombées. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité a, en effet, approché le groupe pour qu'il trouve un moyen de simplifier la correspondance entre les prestataires de la sécurité du

revenu et le ministère.

Outre l'écriture simple, les groupes populaires ont développé bien d'autres moyens d'alphabétiser. Ainsi, le groupe la Boîte aux lettres, de Longueuil, fonctionne par projet. Ces projets, que ce soit la création d'un journal ou d'une émission de radio, mettent en valeur la lecture et l'écriture. Ils s'adressent à des jeunes analphabètes de 16 à 25 ans, ce qui est unique sur la rive sud de Montréal. «Chaque année, nous offrons une formation à une trentaine de jeunes provenant de milieux défavorisés de la rive sud et même de Montréal», explique Martine Dupont, formatrice à la Boîte aux lettres. Ces jeunes ont soit des difficultés d'apprentissage, soit des problèmes de comportement. Ils ont des connaissances en écriture et en lecture de niveau primaire. Notre formation vise à leur faire prendre conscience de leurs problèmes. Une fois cette étape franchie, il est plus facile de les former.»

À Saint-Léonard d'Aston, près de Drummondville, le groupe Ludollette travaille dans un autre registre. Il a d'abord créé une cuisine collective, qui offre maintenant ses services aux entreprises. Il a ensuite développé un volet Internet où les apprenants, une fois le médium maîtrisé, deviennent des personnes-ressources pour d'autres.

Dans le premier cas, c'est l'obligation de lire des recettes qui a pour effet d'alphabétiser. Dans le second, c'est l'apprentissage des outils de recherche sur Internet et l'utilisation du courrier électronique pour correspondre qui permettent la pratique de la lecture et de l'écriture.

Enfin, récemment, Ludollette s'est lancé dans la réinsertion sociale. Il a acquis une entreprise de reliure qui permettra d'intégrer (ou réintégrer) les apprenants sur le marché du travail après que ceux-ci auront suivi l'une des deux options de formation (Internet ou la cuisine collective).

Voilà quelques exemples de formations originales offertes par les groupes populaires en alphabétisation, qui ont rejoint 4000 personnes en 1996-97.

« En sachant écouter, parler, lire et écrire, l'individu se transforme et devient une personne capable de partager avec les autres. »

Albert Jacquard

Un moment intense du Colloque pour l'alphabétisation et la formation de base en entreprise, Éducation et démocratie entre individu et société, les 3 et 4 septembre 1998

MEQ

Le Secrétariat national à l'alphabétisation

Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
Emploi-Québec

DOMTAR

Un processus d'alphabétisation en est toujours un de libération pour quiconque s'y engage, puisqu'il a pour premier effet d'éliminer d'importantes entraves à une véritable participation à la vie collective.

L'alphabétisation a aussi un avantage pour l'ensemble de la société, celui de l'aider à goûter pleinement la contribution d'un grand nombre de ses membres, désormais mieux associés à son cheminement.

Puisse la Journée internationale de l'alphabétisation favoriser une réflexion de fond sur ce thème de premier plan.

La ministre de l'Éducation,  
Pauline Marois

Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Éducation

## • ALPHABÉTISATION •

# Un vaste effort d'alphabétisation

Ils sont environ un million au Québec. Ce sont des travailleurs, des chômeurs, des parents, des adolescents, des retraités, des nouveaux arrivants.

Tous ont un point en commun: l'analphabétisme.

Dans le but de leur venir en aide, dans les neuf régions du Québec, s'effectuent chaque année tant à l'échelle régionale que locale maintes activités d'alphabétisation, dont les approches varient selon la clientèle.

Par exemple, les moins de vingt-cinq ans reçoivent un enseignement plus scolaire pour faciliter le retour au secondaire, tandis que les plus âgés effectuent des apprentissages plus pratiques qui leur faciliteront la vie quotidienne.

Certaines régions mettent également sur pied des projets dans le cadre du programme Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCEA); d'autres investissent dans la recherche et le développement.

Mais il y a une ombre au tableau: les analphabètes ne se joignent pas spontanément à un groupe d'alphabétisation, situation qui pose un problème majeur sur le plan du recrutement. L'Équipe interrégionale en alphabétisation (EIA), un organisme fondé en 1982 et financé par le MEQ, s'en montre fort préoccupée. C'est pourquoi, cette année encore, elle compte poursuivre sa mission d'information et de transmission de l'état et des développements de l'alphabétisation à travers son réseau de tables régionales.

L'EIA participera, en novembre prochain, à la consultation publique sur la politique de la formation continue — laquelle englobe, entre autres, la formation de base et le retour aux études secondaires — pour y faire valoir son point de vue auprès des autorités gouvernementales.

Voici un survol de certaines initiatives qu'on peut actuellement observer dans les différentes régions du Québec.

MARIE-CLAUDE PETIT  
COLLABORATION SPÉCIALE

## Intervention préscolaire en Gaspésie

Comme presque partout ailleurs, le drame dans la région qui regroupe le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine est la réticence des analphabètes à s'inscrire en alphabétisation. Même si depuis quelques années, pour rallier un plus grand nombre de personnes, l'accent est mis sur la clientèle qui a déjà un début de secondaire à son actif. Cette initiative touche environ 50 % des élèves en alphabétisation de la région, lesquels ont moins de vingt ans. L'objectif est clair: leur offrir la formation nécessaire afin qu'ils soient admis en formation professionnelle ou qu'ils puissent réintégrer le secondaire pour le terminer.

En Gaspésie, la situation de ces jeunes soulève des réactions. Un conseiller pédagogique à l'éducation des adultes de Baie-des-Chaleurs, Jean Poirier, croit qu'un combat efficace contre l'analphabétisme consisterait en un dépistage précoce des enfants susceptibles de vivre un jour l'échec scolaire. «Il faut sensibiliser les enseignants — de la prématernelle au secondaire — à l'importance d'une intervention systématique, soutient-il. Car, dans la plupart des cas d'adultes en difficulté, il est trop tard pour éradiquer l'analphabétisme. On ne fait que l'atténuer.»

Dans la même veine, la collaboration des parents devrait être sollicitée. Par exemple, l'absence de livres dans les milieux défavorisés est déplorable. «Il est triste et alarmant de voir qu'il y a des gens qui ne lisent pas, poursuit le conseiller. Il faut donner le goût de la lecture aux enfants. Sinon, cela aura une incidence directe sur leurs capacités de lecture et d'écriture.»

## Formation en milieu de travail au Saguenay

Une importance particulière est accordée au développement de la formation de base en milieu de travail dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Depuis cinq ans, chaque année, près d'une quinzaine d'entreprises du secteur forestier ouvrent leurs portes aux formateurs en alphabétisation. Mais, comparativement à ce qui peut prévaloir dans d'autres entreprises au Québec, les employeurs de la région déboursent rarement de l'argent pour la formation de leurs employés sous-scolarisés. Aussi, ces derniers sont formés en dehors de leur temps de travail.

«Le contenu des cours de français et de mathématiques est fortement inspiré des tâches qu'ont à accomplir les travailleurs», explique Aline Laforge, conseillère pédagogique à la commission scolaire du Pays des Bleuets et responsable du dossier de l'alphabétisation pour le développement des nouveaux services pour la main-d'œuvre à l'éducation aux adultes Saint-Félicien. «Nos interventions leur permettent d'accéder à un autre niveau de formation et, éventuellement, ils pourront occuper, toujours au sein de leur entreprise, un poste qui demande un niveau plus élevé de scolarité. Ce qui n'était pas envisageable au départ.»

Conséquences: avec le suivi des cours d'alphabétisation, les travailleurs sont plus motivés. Non seulement parce qu'ils savent mieux lire et écrire, mais parce qu'ils ont la preuve qu'ils sont capables d'apprendre.

Le point de vue des entrepreneurs dans tout cela? Ils constatent que leurs employés ont développé une confiance en eux-mêmes, qu'ils démontrent de la polyvalence — un atout pour le recrutement du personnel à l'interne — s'absentent moins, déchiffrent les consignes de sécurité, et comprennent mieux leur rôle dans l'entreprise.



L'utilisation d'une carte de débit est une commodité dont doivent malheureusement se priver la plupart des analphabètes.

## Développement des compétences dans Chaudière- Appalaches

Depuis environ quatre ans, dans la région Québec-Chaudière-Appalaches, une campagne de sensibilisation bat son plein. Si la région investit à long terme, c'est qu'elle juge difficile de mesurer les impacts d'une telle action en moins de temps. Ainsi, divers éléments promotionnels tels des affiches, des dépliants, des napperons de restaurants, des bloc-notes, sont distribués dans des commerces, des clubs sociaux, des dépanneurs, et rappellent le slogan *Lire et écrire c'est la liberté et ça s'apprend*.

De plus, cette année de nouveaux messages seront diffusés à la télévision communautaire. «Pour ce faire, nous avons effectué un sondage auprès d'analphabètes pour savoir comment ils croyaient qu'il serait bon d'aborder l'alphabétisme pour attirer un plus grand nombre de personnes», explique Jean-Yves Desjardins, conseiller pédagogique à la commission scolaire de L'Amiante.

Un projet dans le domaine de l'informatique fera également son apparition dès la rentrée. La clientèle en alphabétisation recevra donc des cours sur l'utilisation d'un traitement de texte et d'un tableur, lesquels auront été conçus sur mesure pour eux. Des sites Internet utiles leur seront aussi proposés par les formateurs. «Nous voulons que nos élèves découvrent tous les avantages reliés à l'utilisation de l'informatique», précise Jean-Yves Desjardins. Comme l'évaluation d'un curriculum vitae par exemple. De plus, puisque la plupart d'entre eux ne tiennent pas à aller au secondaire, nos activités d'alphabétisation sont axées vers le développement des compétences reliées au monde du travail.»

## L'intégration à la vie communautaire en Estrie

En Estrie, pour sortir de l'anonymat les personnes susceptibles d'avoir des besoins en alphabétisation, il est essentiel de faire de l'intervention cas par cas.

«Je fais énormément de rencontres personnelles pour aider les gens en difficulté», confie Monique Lemelin, formatrice en alphabétisation au centre d'Éducation des adultes de Memphrémagog. «Avec eux, je tente de démystifier leur horreur de l'école. Habituellement, quand ils réalisent que les cours d'alphabétisation sont là pour répondre à leurs besoins et aller à leur rythme, ils décident de nous faire confiance. Je leur fais également valoir les ouvertures possibles sans qu'ils soient obligés de courir après l'obtention d'un diplôme. Comme, par exemple, avoir une plus grande facilité à s'insérer et à participer aux diverses activités dans leur communauté.»

Les cours offerts abordent alors les activités financières personnelles, comme comprendre un compte ou utiliser le guichet automatique. Des sujets comme la croissance personnelle, l'éveil aux responsabilités, notamment celles d'un citoyen par rapport à son vote lors d'élections, sont aussi approfondies.

Au cours de l'année scolaire qui s'amorce, l'accent sera mis sur la formation sur Internet. «Dans la région, il y a des personnes qui ne savent ni lire ni écrire mais qui sont très bonnes à l'ordinateur, soutient Monique Lemelin. En fait, plusieurs se fient au dictionnaire intégré pour la correction. Dernièrement, un de mes élèves a pu démontrer ses talents en réalisant des feuillets «méritas» pour remettre aux finissants en alphabétisation.»

## CARREFOUR D'ÉCHANGES ET D'INFORMATION



Centre de documentation  
sur l'éducation des adultes et la condition féminine

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) est le seul du genre au Québec.

Le CDÉACF est :

- Un **lieu** où l'on peut consulter et emprunter des documents d'information et de références.
- Une **plaque tournante** où l'on peut partager ses expertises et ses expériences.
- Un **carrefour** d'échanges réels et virtuels à l'échelle mondiale.

Tous les services offerts par le CDÉACF sont gratuits pour les membres.



Pour devenir membre  
ou pour obtenir  
plus d'informations :  
CDÉACF  
110, rue Sainte-Thérèse  
Bureau 101  
Montréal (Québec) H2Y 1E6  
Tél.: (514) 876-1180  
Télé.: (514) 876-1325  
Courriel: info@cdeacf.ca  
Site: <http://www.cdeacf.ca>

Daniel Lavoie est le porte-parole de l'alphabétisation en français.

## Je suis POUR

Pour que tous sachent lire et écrire.

Pour que tous aient la même chance d'apprendre.

Pour que tous puissent lire la petite écriture au bas des contrats.

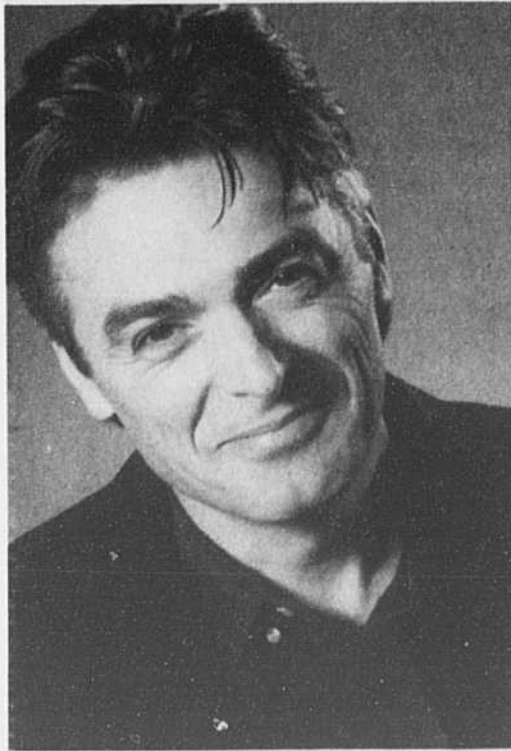
Pour que tous puissent écrire une lettre aux personnes élues qui les représentent et leur dire ce qu'ils pensent.

Pour que tous aient une alternative à la télé quand vient le temps de se faire une opinion.

La démocratie ne peut que s'en porter mieux.

Notre planète aura quelques chances de plus de s'en sortir, et nous nous en porterons tous mieux.

Quand on est POUR quelque chose, il faut bien faire quelque chose POUR!



Daniel Lavoie, auteur-compositeur-interprète

## Des groupes qui facilitent l'alphabétisation en français au Canada.

### Pluri-elles (Manitoba) Inc.

674, rue Langevin  
Saint-Boniface (Manitoba)  
R2H 2W4  
Tél.: (204) 233-1735  
Télec.: (204) 233-0277

### Équipe de travail en alphabétisation

CP 590  
Ste-Anne du Ruisseau (Nouvelle Écosse)  
B0W 2X0  
Tél.: (902) 648-2253  
Télec.: (902) 648-2341

### Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick

CP 1965  
840A, boul. Everard-H. Daigle  
Grand-Sault (Nouveau-Brunswick)  
H3Z 1E2  
Tél.: (506) 473-4404  
Télec.: (506) 473-6398

### Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard

48, chemin Mill, C.P. 159  
Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0  
Tél.: (902) 854-3010  
Télec.: (902) 854-3011

### Service francophones d'éducation des adultes

Sac 20  
Gravelbourg (Saskatchewan) S0H 1X0  
Tél.: (306) 648-3129  
Télec.: (306) 648-2295

### Réseau national d'action éducation femmes

1173, chemin Cyrville, bureau 306  
Gloucester (Ontario) K1J 7S6  
Tél.: (613) 741-9978  
Télec.: (613) 741-3805

### Collectif de recherche pédagogique Magazine autrement dit

(magazine en écriture simple)  
Maison de la Francophonie  
150, René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 2B2  
Tél.: (418) 644-5819  
Télec.: (418) 644-7670

## • ALPHABÉTISATION •

### Manque de ressources en Mauricie-Bois-Francs

C'est de tentatives en initiatives que le recrutement s'effectue en Mauricie-Bois-Francs: publicité dans les journaux, rencontres avec des intervenants qui œuvrent dans des CLSC, des maisons de transition, de femmes, de jeunes, et sensibilisation auprès d'employeurs.

«Cette année nous retournons offrir de la formation sur les lieux de travail», signale Odette Turner, responsable de

l'alphabétisation à l'Éducation des adultes et formatrice à la commission scolaire Le Chemin-du-Roy. «Le problème qui existe chez nous, c'est que, faute d'argent, aucun responsable permanent ne peut s'investir à temps plein pour recruter dans les entreprises. C'est dommage car les entrepreneurs et les syndicats démontrent une très grande ouverture.»

Ainsi, pendant deux ans, il y a bien eu des groupes de travail en alphabé-

tisation à la compagnie Kruger. Toutefois, sur une centaine de personnes chez qui avaient été décelés des besoins en alphabétisation, vingt-cinq seulement se sont inscrites au cours. «Le terme alphabétisation fait malheureusement peur à beaucoup de gens. Cela les empêche de se dévoiler, regrette Odette Turner. Il faudrait seulement annoncer que l'on offre des cours de français pour les attirer davantage.»

### Projets-pilotes dans la région de Montréal

Depuis 1994, la région de la Montérégie traverse une ère d'expérimentations. Parmi les nombreux projets, il y a celui où les élèves en alphabétisation qui le désirent sont formés pour recruter d'autres personnes dans le besoin. L'objectif visé: développer chez elles la communication, l'empathie et la créativité. Un autre projet va bientôt permettre à des jeunes d'apprendre à concrétiser un projet personnel à moyen terme, tout en y insérant des apprentissages. Du côté des travailleurs, l'approche par compétences de base recherchées en milieu de travail (être alphabétisé, avoir un bon comportement personnel, de bonnes aptitudes intellectuelles) suit son cours. Le projet De A à Z on s'aide, quant à lui, vise, en partenariat avec le CLSC, l'hôpital, les maisons des familles, le centre d'entraide, à prévenir l'analphabétisme auprès des 0-4 ans issus des familles de tous les milieux. Par exemple, l'éveil à l'écrit et au langage de l'enfant se fait dès sa naissance, avec la remise d'un livre à ses parents, pour se poursuivre jusqu'à la rentrée scolaire grâce à de diverses activités familiales ou en compagnie de bénévoles.

«Notre postulat de départ est que l'analphabétisme est un problème qui concerne tous les domaines, tant social, culturel que communautaire», indique Hélène Tremblay, gestionnaire chargée de projets en recherche et développement.

Cette année, dans la région Lanaudière-Laurentides-Laval, l'adaptation de projets développés en Montérégie sera à l'ordre du jour. Également, compte tenu d'un récent constat, une large place sera faite à la sensibilisation et à la prévention auprès de toute la population.

«Des conseillères pédagogiques, qui travaillent ici depuis plusieurs années, retrouvent souvent, dans les classes d'alphabétisation actuelles, les enfants des parents qu'elles ont déjà rencontrés alors qu'eux-mêmes, plus jeunes, éprouvaient des difficultés scolaires», expose Jasmine Potvin, coordonnatrice du projet régional IFPCEA et déléguée dans l'EIA. «Alors, nous estimons que passer à côté de la prévention, c'est produire d'autres analphabètes.»

À Montréal, les résultats d'une recherche entreprise il y a trois ans, auprès d'adultes en alphabétisation (décrocheurs, personnes âgées, immigrants), devrait permettre l'élaboration prochaine d'un guide pédagogique. Unique en Amérique du Nord, l'étude portait sur le sens que les adultes donnent à leur expérience.

«Contrairement à une certaine rumeur, les élèves ne sont pas toujours en alphabétisation pour se trouver un emploi à la sortie», souligne Jean-Pierre Rathé, directeur du service de l'Éducation des adultes de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys. «Avant tout, ils veulent maîtriser les matières de base et être plus utiles dans leur environnement.»

### Dans l'Outaouais, on apprend en travaillant

Le bouche à oreille est très prisé pour sensibiliser la population de l'Outaouais et de Hull à l'alphabétisation. A cet effet, quatre commissions scolaires et plusieurs organismes communautaires unissent leurs forces sous le thème *L'alphabétisation c'est l'affaire de tous.*

Dans la région, beaucoup de classes proposent des activités d'apprentissage qui tendent vers l'alphabétisation à caractère fonctionnel. Ici, il est surtout question d'aider les chercheurs d'emploi et les assistés sociaux qui désirent accroître leurs chances sur le marché du travail.

Ainsi, une commission scolaire offre une formule originale à ses élèves. Quelques heures par semaine, ils se transforment en caissiers ou en commis pour exercer, en plus de leur savoir-faire, leurs connaissances en français et en mathématiques derrière les comptoirs d'une boutique scolaire et d'un café. «C'est concret, ce qu'on leur permet d'apprendre», dit Raymond Bélanger, coordonnateur à la commission scolaire des Draveurs. «C'est plus que de l'apprentissage pour de l'apprentissage. Sans compter que leurs acquisitions seront transférables

dans un autre milieu.»

Cet automne, de meilleurs équipements informatiques, et une accessibilité plus grande aux laboratoires, feront en sorte que les élèves pourront s'initier à des logiciels de base. De plus, avec le parachèvement d'un quartier virtuel sur Internet, le Cyberquartier, nombre de personnes désireuses de parfaire leurs connaissances de la langue et des chiffres pourront naviguer — en toute intimité — d'une institution bancaire à un centre de formation, en passant par une agence touristique.

### Une liste d'attente en Abitibi-Témiscamingue

Depuis un an, au Centre Élisabeth-Bruyère, à Rouyn-Noranda, des dizaines de personnes espèrent, chaque début de session, obtenir une place pour combler leurs besoins en alphabétisation.

Cette liste d'attente est en bonne partie liée aux efforts de promotion déployés auprès d'intervenants sociaux clés. Ainsi, un vaste réseau de référence composé, entre autres, de chefs d'entreprise, de responsables de groupes populaires, du curé de la paroisse, assure le dépistage et la sensibilisation d'un plus grand nombre de personnes.

Toutefois, en milieu rural, rares sont les analphabètes qui se bousculent pour obtenir une place derrière un pupitre. Cette conjoncture a donc engendré, il y a quatre ans, la formation de groupes d'alphabétisation en entreprises. Une à trois fois par semaine, des forma-

teurs se rendent ainsi à Rouyn et à Preissac pour alphabétiser des mineurs.

«En plus de se faire sur le lieu de travail, la formation est payée par les employeurs. C'est un avantage énorme pour les travailleurs», souligne Micheline Coulombe, responsable de la table régionale en alphabétisation et formatrice. Il a fallu des années de sensibilisation pour en arriver à cela. Si les syndicats étaient de notre côté, les patrons, eux, ne croyaient pas à la présence d'analphabètes parmi leurs employés. Sans compter que l'alphabétisation n'était pas du lot de leurs priorités.»

Aujourd'hui, tout va si bien qu'une mine à Rouyn offre dorénavant cinq de ses vingt-cinq places disponibles à des employés issus d'autres entreprises qui n'ont pas d'autres moyens de s'alphabétiser.

### Dans les salons de la Côte-Nord

Dans ses classes d'alphabétisation, l'organisme populaire La Maison Alpha ABC Côte-Nord reçoit moins de cinquante personnes par année alors qu'elle pourrait en accueillir une centaine.

Ce ne sont pourtant pas les façons de sensibiliser qui manquent. Cela va de la distribution de dépliants par la poste au bouche à oreille. Même un kiosque d'information installé quelques jours par année depuis trois ans dans le plus grand centre commercial de Manicouagan n'a pas une grande influence sur la population.

«Très peu de gens s'y arrêtent», déplore Wilfrida Perron, responsable de l'organisme. «Qu'elles soient analphabètes ou pas, presque toutes ressentent de la gêne. Ainsi, que ce soit en public ou même par téléphone, certaines ne se risquent jamais à nous demander de l'aide.»

Devant cette résistance, la Maison Alpha ABC Côte-Nord, en collaboration avec trois commissions scolaires de la région, a décidé d'oser le tout pour le tout: entrer dans les foyers par le truchement de la télévision communautaire. Dès septembre, une sé-

rie de sept émissions de moins de vingt minutes sera diffusée, avant le bingo — très suivi — de 19h.

Animées par une comédienne et des figurants, les capsules aborderont, entre autres, la gestion du temps, la reconnaissance des sigles sur les produits domestiques, la compréhension des circulaires, l'utilisation de l'annuaire téléphonique ou du guichet automatique. «En rejoignant les gens là où ils sont, nous escomptons susciter leur intérêt pour qu'ils viennent éventuellement plus facilement à nous», souligne Wilfrida Perron.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Certains jeunes qui quittent l'école avant la fin du secondaire ne liront jamais plus, se contentant de la télévision pour meubler leurs loisirs. Avec les années, leur capacité de lecture ira en s'amenuisant.

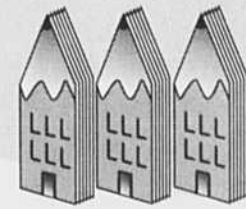
## L'urgence d'agir!

«La persistance de l'analphabétisme compromet la capacité individuelle et collective des Québécoises et Québécois de faire face aux nouveaux défis sociaux et économiques... il est urgent que le Québec s'engage dans une action concertée et vigoureuse pour relever le niveau d'alphabétisation de sa population adulte.»

(Ministère de l'Éducation du Québec, Vers une politique de la formation continue, juin 1998, p. 21).

Il y a longtemps

que les groupes populaires d'alphabétisation ont compris cette urgence. Ils agissent vigoureusement dans leur milieu depuis plus de 20 ans. Pour appuyer leurs actions, le ministère de l'Éducation du Québec doit financer davantage ces 130 groupes populaires d'alphabétisation du Québec.



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES  
EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC



Développement des  
ressources humaines Canada

Lire tous les jours



Secrétariat national à l'alphabétisation

# Le réseau des commissions scolaires

ACTIF EN ALPHABÉTISATION À LA GRANDEUR DU QUÉBEC



## Journée internationale de l'alphabétisation le 8 septembre 1998

*Nous soulignons avec fierté le travail extraordinaire et le dévouement des intervenantes et des intervenants des commissions scolaires et des centres de formation en alphabétisation qui, depuis plus de 20 ans, ont ouvert ce champ de formation et ont accueilli et donné des services à tant de personnes adultes.*



ÉQUIPE  
INTERRÉGIONALE  
EN ALPHABÉTISATION

Équipe interrégionale en alphabétisation  
Téléphone (514) 354-6149  
Télécopieur (514) 354-9805  
Courriel : dumasmp@total.net

L'Équipe interrégionale en alphabétisation, c'est 16 ans de concertation entre les commissions scolaires et des groupes populaires dans toutes les régions du Québec, c'est aussi un lieu de ralliement des expertises régionales et un lieu d'action pour le développement de l'alphabétisation au Québec.



Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec  
Téléphone (418) 651-3220  
Télécopieur (418) 651-2574  
Courriel : emainka@fcsq.qc.ca

La Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec, c'est 23 années consacrées au développement et à la promotion de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle dans les commissions scolaires, c'est la mise en commun de l'expertise des commissions scolaires et des centres de formation et leur concertation active.